

- une plus grande facilité, pour les gens d'affaires, d'obtenir des autorisations de séjour temporaires sur le territoire des autres parties; et
- un accès considérablement amélioré au marché mexicain, un des marchés qui connaît l'expansion la plus rapide au monde.

Cet Accord présente encore d'autres avantages. L'ALENA renforce nos mécanismes de règlement des différends, et le bon aboutissement des accords parallèles sur l'environnement et le travail constitue une très bonne nouvelle pour les trois pays.

En ma qualité d'ancien ministre des Communications, je souhaiterais également dire un mot des retombées de l'ALENA sur le plan culturel. J'ai lu récemment un excellent article du sénateur Bill Bradley, qui a fait remarquer ce qui suit :

«Les Européens, de plus en plus, assimilent les concepts de nationalité et d'ethnicité, la Bosnie n'en étant que l'exemple le plus évident. Mais de notre côté de l'Atlantique, aucun des pays du «Nouveau Monde» - les États-Unis, le Mexique, le Canada, le Venezuela, le Brésil - ne font appel à l'ethnicité pour définir la nature de l'identité américaine, mexicaine, canadienne, vénézuélienne ou brésilienne. L'adoption de l'ALENA nous permettra de démontrer une fois de plus que nos sociétés sont suffisamment ouvertes et compréhensives pour être en mesure de grandir sur le plan culturel comme dans les domaines économique et politique.»

Chaque fois que des gouvernements font preuve du courage nécessaire pour avancer sur la voie de la libéralisation des échanges, il y a toujours des gens qui sont prêts à saboter leur action. Ici, au Canada, nous pouvons toujours nous attendre à un concert de récriminations de la part de ceux qui croient que les travailleurs canadiens et les dirigeants de nos entreprises ne disposent pas des atouts voulus pour jouer le jeu de la concurrence sur les marchés internationaux.

Je dirais qu'ils appartiennent à l'école Parc jurassique du commerce international et de l'économie. En ce moment même, alors qu'ils font planer leur ombre sur le champ du débat public, nous entendons les geignements habituels à propos des dangers du libre-échange et l'expression du désir de revenir en arrière, de retourner à une époque révolue.

Certes, on peut légitimement débattre, sur de multiples points, des moyens d'atteindre les objectifs que nous poursuivons, de trouver des solutions à nos problèmes économiques et de redonner un emploi à chacun de nos concitoyens. Les Canadiens se sentent angoissés devant l'avenir qui les attend sur le plan économique.